

N/REF. : E-12908 D2024-680-007863 - FBa.PC
Aff. suivie par : Lieutenant BOLOGNA Frédéric
Groupement prévention
Service Instruction Prévention Sud 1
gprv.sud.sec@sdis38.fr
Tél. 04 76 26 88 67
Fax 04 76 26 82 66

RAPPORT D'ANALYSE ET DE PROPOSITIONS COMPLÉTANT LES CONSTATS DU GROUPE DE VISITE

I. RÉFÉRENCES DU DOSSIER

Commune : GRENOBLE
Désignation de l'établissement : GRENOBLE ÉCOLE DE MANAGEMENT (GEM) - ESPACE CONGRES
Numéro au fichier départemental : E-12908
Type principal : R
Types secondaires : PS, N, L, P et T
Catégorie : 1
Adresse : 12 RUE PIERRE SEMARD
Représentant de l'exploitant : M. TUR
Nature de la visite : Visite périodique
Date de la visite : 30/10/2024
Situation administrative : Cet établissement fonctionne sous avis favorable.
Il fait l'objet d'un arrêté municipal d'ouverture en date du 07 mars 2008 n° 08-914

II. PERSONNES PRÉSENTES LORS DE LA VISITE

A. Membres du groupe de visite

M.	SOLDEVILLE,	représentant le maire.
B/C	BERNARD,	suppléant le directeur départemental de la sécurité publique.
Ltn	BOLOGNA,	suppléant le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

B. Autres personnes associées à la visite ne prenant pas part à la délibération

M.	SARAVOLAC,	responsable du service de sécurité GEM/CCI.
M.	GAUDE-COLLIN,	directeur patrimoine et finances CCI Grenoble.
M.	TUR,	responsable moyens généraux GEM.
M.	SAHL,	technicien d'affaire VINCI FACILITIES.
M.	HEYMANN,	technicien d'affaire SSI VINCI FACILITIES.
M.	HOUSSAINI,	technicien de maintenance CDC EOLYA.
M.	ARIZA,	service sécurité GEM.
M.	PAVUELA,	chef d'équipe SSIAP GEM.
Mme	PRUNGNAUD	technicienne sécurité des ERP mairie de Grenoble.

III. PRÉAMBULE

L'exploitation est un groupement d'établissements composée de GRENOBLE ÉCOLE MANAGEMENT (GEM) et d'un espace Congrès (CCI). M. Pierre Streiff, PDG de GEM, assure la responsabilité unique de sécurité de ce groupement d'établissements.

L'ensemble des locaux n'a pas été visité de manière exhaustive.

Pour mémoire, pour des raisons de fonctionnement, l'alarme générale incendie n'a pas été testée. Toutefois, le dernier exercice du 15 octobre 2024 a permis au service de sécurité de s'assurer de son bon fonctionnement. Par ailleurs, le chef du service sécurité du groupement d'établissements nous a fait part d'un nouvel essai de fonctionnement de l'alarme générale incendie en décembre 2024, à l'occasion de la fermeture dans le cadre des vacances scolaires de fin d'année. Cet essai sera réalisé avec coupure générale des installations électriques.

La périodicité de contrôle pour cet établissement est de 36 mois.

IV. RAPPEL DES DÉROGATIONS

Cet établissement a fait l'objet de 13 demandes de dérogation. Ces dernières, examinées favorablement en sous-commission départementale de sécurité, sont reprises ci-dessous :

		MESURES COMPENSATOIRES	
DATES	OBJET DE LA DEMANDE	PRÉVUES PAR L'ARCHITECTE	PRECONISEES PAR LE RAPPORTEUR
septembre-90	Communication des 3 étages sur RDC par trémie toute hauteur avec absence de protection escalier plot C.	Alarme incendie type 1 + écran de cantonnement de 1 m de hauteur dans le hall + désenfumage naturel des cantons + désenfumage naturel de la trémie en partie haute à l'aplomb de celle-ci.	Détecteurs implantés dans tous les dégagements, tous les locaux à risques particuliers et les locaux principaux.
août-92	Équiper les locaux à risques courants (bureaux) qui donnent dans le volume du hall d' éléments verriers n'offrant pas de résistance au feu.	Aucune.	Mettre en place des détecteurs dans les locaux concernés, reliés au système d'alarme générale.
février-93	Salons Cervin et Everest : Non-respect du cloisonnement traditionnel (CO 24) dans 2 salles de 50 m². Parois vitrées donnant sur le hall WTC pare-flammes de degré ½ heure au lieu de coupe-feu de degré 1 heure.	Installation de détecteurs incendie reliés au SSI dans ces locaux.	Avis favorable sans exigence supplémentaire.
février-93	Salons Cervin et Everest : Non respect du CO 23 : ne pas avoir les 2 sorties des salles distantes d'au moins 5 m (cloisons mobiles).	Constat est fait que la superficie est très légèrement supérieure à 50 m² ; or, en dessous de 50 m², il n'est exigé qu'une sortie de 0,90 m + une sortie accessoire.	Avis favorable sans exigence supplémentaire.
novembre-99	Ne pas respecter le CO 24 selon lequel il faudrait isoler la bibliothèque du hall par des cloisons coupe-feu 1 heure et des portes pare-flamme ½ heure mais par des parois pare-flamme ½ heure.	Désenfumage de la bibliothèque par des sheds surdimensionnés + installation de détecteurs reliés au SSI + désenfumage asservi à la détection+ potentiel calorifique, ramené au m², inférieur à la moitié de celui d'un bureau classique.	Un écran de cantonnement devra limiter la bibliothèque par rapport au hall.
mars-00	Ne pas respecter le CO 24 selon lequel il faudrait isoler la mezzanine 1^{er} plot A du hall par des parois coupe-feu de degré 1 heure et des portes pare-flammes de degré ½ heure mais par des parois pare-flammes de degré ½ heure.	Installation de détecteurs dans les locaux.	Cloisons réalisées en matériaux incombustibles.
octobre-02	Ne pas respecter le CO 24 selon lequel il faudrait isoler l'extension de la bibliothèque du hall par des cloisons coupe-feu de degré 1 heure et des portes pare-flammes de degré ½ heure mais par des cloisons vitrées sans résistance au feu.	Le désenfumage de la bibliothèque sera redimensionné de façon surabondante en tenant compte de l'extension + détecteurs incendie reliés au SSI + les cloisons vitrées comportent un imposte métallique qui peut faire office d'écran de cantonnement.	Demande identique à celle de 1999 pour les cloisons existantes de la bibliothèque et ayant fait l'objet d'un avis favorable.
octobre-02	4 circulations au 1 ^{er} plot E (associations) : circulations non désenfumées et pas de résistance au feu des cloisons entre les locaux et les circulations.	Des détecteurs incendie reliés au SSI seront installés dans ces circulations.	Avis favorable : circulations d'une longueur réduite de 7,50 m et dégagements excédentaires.

juillet-02	Plots B et D : Non respect du CO 24 qui impose un critère de résistance au feu (degré coupe-feu égal au degré de stabilité de la structure limité à coupe-feu de degré 1 heure) pour les parois séparant les locaux des circulations horizontales.	Mise en place de détecteurs incendie dans chaque local+ désenfumage naturel asservi à la détection+ équipement des 2 locaux en mobilier classé M1+ le classement M1 des cloisons amovibles des 2 salles de réunion.	L'éventuel démontage de ces cloisons et le réaménagement d'un nouveau local obligera le rapporteur à exprimer une demande d'autorisation de travaux.
octobre-02	Mise en place du désenfumage mécanique dans le hall sur les 3 cantons sans surdimensionner le canton "Hall escalier".	Aucune.	Le désenfumage mécanique permettra de garantir une meilleure efficacité de l'évacuation des fumées. Dans le canton "Hall escalier", les extracteurs devront être implantés au droit de l'escalier.
novembre-02	Non respect du règlement relatif aux parcs de stationnement couverts qui interdit la constitution de dépôts de matières combustibles et inflammables y compris dans les alvéoles de remisage.	Néant.	Le volume créé sera isolé du parc par des murs coupe-feu 1 heure et une porte coupe-feu ½ heure équipée d'un ferme-porte ; - un détecteur relié au SSI ; - ce volume ne sera pas accessible au public.
juillet-04	Plot F : suppression de la voie échelle desservant la façade Sud du plot E remplacée par une voie échelle en impasse d'une largeur de 7,50 m (inférieure aux 10 m exigés par le CO 2).	Création de 2 colonnes sèches : une dans l'escalier de secours du plot E et une dans l'escalier encloisonné du plot F + 2 passerelles métalliques extérieures accessibles aux sapeurs-pompiers sont aménagées aux niveaux 2 et 3 en façade Sud du plot E.	Mise en place de détecteurs incendie reliés au SSI dans tous les locaux du plot E donnant sur la façade Sud.
novembre-08	Plots C et E 2 ^{ème} étage : demande pour que les circulations secondaires ne soient pas désenfumées.	Mise en place de détecteurs incendie reliés au SSI dans ces circulations.	Avis favorable sans exigence supplémentaire.

V. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

A. Description de l'établissement :

Parc de stationnement : 4 niveaux pour 421 places de parking (voir paragraphe correspondant) et locaux de stockage.

Grenoble école de management :

Destination et répartition des locaux :

Niveaux	Locaux
3 ^{ème} étage	<p>Plot A : 2 salles de 40 places 2 salles de 80 places 2 salles de 130 places</p> <p>Plot C : 22 bureaux administratifs 3 salles de réunion 15 places</p> <p>Plot E : 10 bureaux administratifs 3 salles de 50 places</p>
2 ^{ème} étage	<p>Plot A : 8 salles de 40 places 4 salles de 20 places 12 boxes de travail Local répartiteur informatique</p> <p>Plot C : 14 bureaux administratifs 2 salles de 40 places 2 salles de 50 places Local technique téléphonie</p> <p>Plot E : 12 bureaux administratifs Salle de 20 places 2 salles de 40 places 2 salles de 50 places Laboratoire de langues Local répartiteur informatique</p>

Niveaux	Locaux
1 ^{er} étage	<p>Plot A :</p> <p>6 bureaux administratifs 8 salles de 40 places 4 salles de 20 places 12 boxes de travail</p> <p>Plot B :</p> <p>17 bureaux administratifs</p> <p>Plot C :</p> <p>7 salles de 40 places 5 salles de 20 places 2 zones de travail en mezzanine (en libre service) ouvertes sur l'atrium</p> <p>Plot D :</p> <p>11 bureaux administratifs</p> <p>Plot E :</p> <p>21 locaux d'associations des étudiants Cafétéria étudiants Toiture terrasse accessible Local répartiteur informatique</p>
Mezzanine	Cafétéria*
Rez-de-chaussée	<p>Cet atrium dessert les locaux et espaces suivants :</p> <p>Terrasse extérieure* Sas d'entrée visiteurs* Sas d'entrée étudiants* Cafétéria* Ensemble cuisine de réchauffage (office, stocks, chambres froides) Local SSI Bagagerie 3 locaux reprographie Open space informatique 2 bureaux moyens généraux + stock fournitures 8 bureaux administratifs Salle serveur informatique Salle baie téléphonie</p> <p>Bibliothèque incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 bureaux administratifs • 3 salles de travail • 3 espaces de travail qui communiquent entre eux <p>Autres locaux accessibles par l'extérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Local transformateur et TGBT • Sous-station chauffage urbain • Local groupes froid • Local stockage maintenance • 2 locaux poubelles

Grenoble école de management extension plot F :

Niveaux	Locaux
10	Toiture technique (CTA, chaufferie, ascenseur, climatisation)
2 à 9 :	12 bureaux administratifs et 2 salles de réunion 20 places à chaque étage Local répartiteur informatique au 5 ^{ème} étage
1	Salle de réception de 100 m ² 2 salles de réception de 50 m ²
RDC, -1, et -2	Auditorium de 488 places 3 locaux rangements Régie son et lumière Local pompes de relevage 1parc de stationnement 404 places

Espace Congrès :

Niveaux	Locaux
3 :	<p>Hall de 150 m² Salle de 130 m² (salon Malaku) 2 salles (salons Mont blanc et Kilimandjaro) de 140 m² chacune divisible en 4 Salles de 35 m² 3 locaux de stockage Régie son et lumière et 4 cabines de traduction en partie haute de l'auditorium</p>

Niveaux	Locaux
2 :	2 salles de 50 m ² (salons Cervin et Everest) Atrium de 1 100 m ² , hall d'exposition Auditorium 599 sièges + 4 emplacements fauteuil PMR Local de stockage Office de réchauffage
1 :	Bureau administratif Local répartiteur informatique
RDC :	Hall d'entrée commun avec le Novotel et l'immeuble WTC

B. Rappel des effectifs accueillis

Le bilan des effectifs, niveau par niveau, est reproduit dans le paragraphe traitant des dégagements. Il repose sur une étude de la société Dekra datant de 2012 (contenu maintenu), confirmée par le responsable de sécurité de l'établissement.

Pour mémoire, il n'y a pas d'hébergement dans cet établissement.

Concernant l'auditorium réaménagé (calcul de l'effectif selon article L.3, nombres de sièges), son effectif pourra accueillir 604 personnes (599 sièges + 4 emplacements fauteuil PMR + 1 personnel).

C. Rappel des principales dispositions relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique connues de la commission de sécurité

1. Construction

a. *Conception et desserte des bâtiments*

Pour mémoire, cet établissement présente un plancher bas du dernier niveau accessible au public situé à une hauteur de plus de 8 mètres du sol.

L'établissement est desservi par 3 voies échelle :

Voie au Sud accessible par un portail privatif qui s'ouvre avec une clé triangle (depuis la rue Pierre Sépard).

Voie le long de la rue Pierre Sépard (accès principal de l'école).

Voie le long de la rue de la Frise (accès principal pour l'espace Congrès).

b. *Isolement par rapport aux tiers*

Pour mémoire, l'établissement est isolé au Nord de l'immeuble centre d'affaires WTC et de l'hôtel Novotel qui sont des tiers. L'isolement entre ces 3 établissements recevant du public au niveau du rez-de-chaussée se fait par les cloisons, mais aussi par des portes coupe-feu dont la fermeture est asservie au système de sécurité incendie des établissements.

Lors d'une visite, il a été mis en évidence la création d'une 3^{ème} communication avec les tiers, avec la réalisation d'un sas au 1^{er} niveau entre l'espace Congrès et le centre d'affaires WTC. Ces travaux ont été réalisés sans autorisation de l'autorité et sans avis de la SCDS. Aussi, il est demandé, pour régularisation, de transmettre au secrétariat de la SCDS un rapport de vérification réglementaire après travaux, établis par un bureau de contrôle. Le jour de la visite du 30 octobre 2024 un RVRAT de l'organisme agréé ALPES CONTRÔLES daté du 28 février 2024 sans non-conformité a été remis au groupe de visite représentant la SCDS.

Le parc de stationnement est isolé du reste de l'établissement avec 2 sas de communication. Il ne constitue néanmoins pas un tiers.

c. *Solution retenue pour l'évacuation des personnes en situation de handicap*

L'établissement est accessible aux personnes en situation de handicap, conformément à l'article GN 8 du règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux ERP le point 1 de GN8 s'applique. En effet, l'évacuation des PSH se repose sur l'aide humaine disponible dans l'établissement.

d. *Résistance au feu des structures*

Pour mémoire, le dossier détenu par le SDIS ne comporte pas d'éléments relatifs à ce chapitre.

e. Couvertures

L'exploitation dispose de toits terrasses en dalle béton isolé goudronnés.

f. Façades

Pour mémoire, le dossier détenu par le SDIS ne comporte pas d'éléments relatifs à ce chapitre.

g. Distribution intérieure, compartimentage

La distribution intérieure reste conçue sur le principe du cloisonnement traditionnel (avec plusieurs aspects dérogoires – lire ci-avant).

Les seuls éléments modifiés concernent :

- la structure des gradins en bois,
- la moquette sur gradin bois : réaction au feu M4 ou DFL-s2 (avec PV valide sur panneau bois).

Plancher léger en superstructure (article AM 15) : réaction au feu M3 des gradins en bois.

Plancher léger surélevé (article AM 17) : sans objet car les gradins sont posés sur des gradins béton existants.

Les vides sous structure de gradins seront recoupés tous les 300 m² par des cloisonnements M1.

Pour mémoire, concernant le parc de stationnement :

La détection automatique entraîne la fermeture simultanée des portes de recoupement.

Compartimentage du parc de stationnement par enclousonnement de l'escalier reliant le niveau rez-de-chaussée au demi-niveau inférieur.

Le compartimentage est réalisé par des parois et portes coupe-feu une heure avec ferme-porte.

Les parois de ces compartiments sont percées de passages pour permettre la circulation des véhicules, ces baies sont munies de dispositifs d'obturation pare-flamme une heure à fermeture automatique et doublés d'une commande manuelle conforme à la norme NF S 61-937.

h. Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers

Pour mémoire, le parc de stationnement comprend des locaux à risques, ainsi que des locaux techniques (centrales de ventilation) appartenant à l'école de management et équipés de détecteurs d'incendie reliés au SSI.

Les locaux techniques non liés à l'exploitation du parc de stationnement sont isolés par des parois coupe-feu une heure. Les portes sont coupe-feu une heure avec ferme-porte.

i. Conduits et gaines

Pour mémoire, le dossier détenu par le SDIS ne comporte pas d'éléments relatifs à ce chapitre.

j. Dégagements

Inchangés pour les locaux.

Dégagement des gradins :

3 blocs de sièges desservis par 4 allées de 2 UP (120 cm de passage et débord de 10 cm sur les sièges).

Marches tribunes :

- giron supérieur à 25 cm : giron de 35 cm,
- alignement des nez de marches inférieur à 35° : hauteur de marche 12,5 cm et angle 20°.

Les vides sous gradins seront recoupés tous les 300 m² par des cloisonnements M1.

Issues existantes de la salle (voir le diagnostic DEKRA ci-dessous) :

2 x 1S 2 UP + 1 x1 UP au niveau+7,

2 x 1S 2 UP au niveau+10,

soit 1S 2 UP + 1S 2 UP + 1 UP + 1S 2 UP + 1S 2 UP = 4S totalisant 9 UP.

L'exigence minimale est de 3S totalisant 7 UP.

Pour mémoire, le bureau de contrôle DEKRA a réalisé en 2012 un diagnostic complet des dégagements de l'établissement. Ce dernier laisse apparaître un déficit d'unité de passage au niveau des 2^{ème} et 1^{er} étages du plot A, mais constate également que sur l'ensemble de l'établissement, les dégagements sont excédentaires en quantité et qualité.

Fort de ce constat et à la vue des éléments favorables suivants :

- Prise en compte de l'occupation maximale de chaque salle en simultané pour le dimensionnement de l'effectif de référence (et non de l'effectif maximum simultané).
- Présence d'un service sécurité et de personnels formés à tous les niveaux.
- Détection incendie dans de nombreux locaux de l'établissement permettant une détection précoce d'un sinistre.
- Les circulations des zones présentant un déficit d'unité de passage sont désenfumées.
- Plot A n'ayant jamais fait l'objet de travaux.

Le groupe de visite avait analysé ce déficit d'UP (et non de nombre d'issues de secours) comme acceptable. Cependant, dans le cadre de futurs travaux dimensionnant sur le plot A, la problématique liée aux dégagements devra être solutionnée.

Le groupe de visite avait demandé également la prise en compte rapide des remarques annexes présentes dans le rapport de DEKRA.

Ci-dessous les tableaux de synthèse réalisés par DEKRA en 2012 :

TABEAU 3 - DIAGNOSTIC DEGAGEMENTS GRENOBLE ECOLE DE MANAGEMENT - Espace Congrès

Espace Congrès			Dégagements par niveau						Dégagements pour les cumuls						Remarques
Effectif par niveau	Effectif cumulé	Niveaux	Exigés par niveau			Realisés par niveau			Exigés cumuls			Realisés cumuls			
			SS	UP	SS	UP	SS	UP	SS	UP	SS	UP	SS	UP	
Auditorium	546	546	3	6	4	9	48 (2UP) - 48 (2UP) - 50 (2UP) - 51 (2UP) - 52 (1UP)								1 - 2
Mt Blanc + Kili	276	276	2	4	3	10	53 (2UP) - 54 (2UP) - 55 (6UP)								3 - 4
Makalu	130 <i>ad</i>	130 <i>ad</i>	2	3	2	4	56 (2UP) - 57 (2UP)								
CUMUL		406	2	6	3	8	19 (4UP) - 53 (2UP) - 54 (2UP)								/
Atrium	1240	1240	4	13	5	14 <i>ad</i>	19-1 (1UP) - 19-2 (1UP) - 19-3 (1UP) - 58 (2UP) - 59 (2UP) - 60 (2UP) - 61 (2UP) - 62 (3UP)								5 - 6 - 7 - 8
CUMUL Niveaux 2 et 3		1646						5	17	7		19 (4UP) - 58 (2UP) - 59 (2UP) - 60 (2UP) - 61 (2UP) - 62 (3UP) - 63 (2UP)			7 - 8
Espace Congrès		1696						5	17	7		19 (4UP) - 58 (2UP) - 59 (2UP) - 60 (2UP) - 61 (2UP) - 62 (3UP) - 63 (2UP)			7 - 8

Remarques :

- 1) Le dégagement 52 de 1UP est pris en compte en largeur (1UP) mais pas en dégagement.
- 2) L'effectif de l'auditorium (546 personnes) n'est pas repris en compte dans le total car le public se trouve soit dans l'atrium soit dans l'auditorium.
- 3) La course de l'atrium au niveau 3 est réduite à une largeur de 1,35m par endroit quand les portes d'accès aux salles Mont Blanc et Kilimandjaro sont en position ouvertes. On peut considérer l'application de la tolérance de 5% (CO44) dans ce cas.
- 4) Les effectifs fournis correspondent à ceux du rapport de la Commission de Sécurité du 6 Janvier 2011 (affaire n°11) en prenant comme base de calcul 1 personne par m². Les surfaces indiquées dans le rapport de la Commission ne sont pas les mêmes que celles indiquées sur les plans qui nous ont été transmis.
- 5) Les portes de 1UP donnant sur l'escalier de 4UP (19-1, 19-2 et 19-3) sont pris en compte mais elles n'ouvrent pas dans le bon sens. Elles ne sont considérées qu'en largeur puisqu'elles ne font qu'une UP.
- 6) Les 4 escaliers extérieurs accessibles depuis l'atrium (J, K, L et M) ont chacun une largeur de passage de 2UP. Il conviendra cependant de faire un point sur l'ouverture de l'ensemble des vanteaux de ces blocs-portes. En effet certains vanteaux sont bloqués. C'est le cas d'un des deux vanteaux des blocs-portes 61 et 62.
- 7) Les portes des dégagements 62 et 63 ne s'ouvrent pas dans le bon sens.
- 8) La sortie 62 est considérée à 3 UP sous réserve de faire les travaux nécessaires pour agrandir la porte qui dans sa configuration actuelle ne fait que 2UP.

Légende :

- Non-conforme
- Modification à effectuer
- cf. numéro rouge sur les plans
- cf. numéro vert sur les plans

LES PERSONNES SONT EN SECURITE SUR LES TOITURES TERRASSES ET CONSIDEREES COMME ETANT A L'EXTERIEUR DU BATIMENT : DISPOSITIONS ENTERRINEES PAR LA

COMMISSION DE SECURITE

Etude de dossier du Jeudi 25 Novembre 1999 (affaire n°1) rattachée au rapport technique d'étude de dossier n°PRE/SA/99/6357/CB

Visite de réception du Jeudi 2 Août 2001 (affaire n°15) avec avis favorable

BLOC Grenoble Ecole de Management plots A à F				Dégagements par niveau				Dégagements pour les cumuls				Remarques	
Efficatif par niveau	Efficatif cumulé	Niveaux	Exigés par niveau			Exigés cumuls			Realisés cumuls				
			SS	UP		SS	UP		SS	UP			
	436	496	RdC	2	6	3	21	64 (12UP) - 65 (6UP) - 66 (3UP)					
Plots A à E													1 - 2 - 3 - 4
		3414	RdC à R+3					8	35	12 (12 UP)	50	1 (2UP) - 2 bis (2UP) - 4 bis (4UP) - 4 ter (1UP) - 8 bis (4UP) - 8 ter (1UP) - 9 (2UP) - 9 bis (1UP) - 9 ter (1UP) - 10 (2UP) - 11 (2UP) - 17 bis (1UP) - 20 (12UP) - 21 (6UP) - 22 (3UP) - 23 (3UP) - 24 (3UP)	
Plots A à E + Espace Congrès													3 - 4
		5110	RdC à R+3					12	52	17	62	1 (2UP) - 2 bis (2UP) - 4 bis (4UP) - 4 ter (1UP) - 8 bis (4UP) - 8 ter (1UP) - 9 (2UP) - 9 bis (1UP) - 9 ter (1UP) - 10 (2UP) - 11 (2UP) - 17 bis (1UP) - 19 (4UP) - 20 (12UP) - 21 (6UP) - 22 (3UP) - 23 (3UP) - 24 (3UP) - 58 (2UP) - 59 (2UP) - 60 (2UP) - 61 (2UP)	
Plot F - Auditorium		486 (10)	R-2 à RdC					3	8	3 (10)	9	67 (3UP) - 68 (3UP) - 69 (3UP)	5 - 6

Remarques :

■ Au RdC, la circulation permettant d'accéder au niveau 0 du parking et desservant des bureaux (015 à 020 notamment), est en cul de sac. En effet l'accès au parking ne peut pas être considéré comme une évacuation. ■ Il y a donc un cul de sac supérieur à 10m entre certains bureaux et le hall d'accueil du bâtiment.

2) La sortie 24 est prise à 3UP, mais les portes se bloquent en ouvrant (elles frottent le sol) ne laissant actuellement qu'une largeur de passage de 150cm.

8) Les sorties d'une seule UP ne sont comptabilisées qu'en largeur et non en nombre de dégauchement.

Les sorties 4 bis, 4 ter, 6 bis et 8 ter sont à priori toujours fermées et elles n'ont pas toutes le boîtier vert qui permet de les déverrouiller.

Les services de l'art, de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement ont pu constater que les conditions de l'auditorium ont subi à -5,80m d'une aggravation de 40%. Conformément à l'article C029 §2, l'atellier de -489 personnes est arrondi à 500 plus majoré de 40%, soit 700 personnes. Conformément à l'article C029 §3, plus de la moitié des personnes est évacuée sous le niveau moyen de l'amphithéâtre par les deux escaliers de 21JP et 3JP placés respectivement à -3,30m et -5,80m. Tous les escaliers et dégagements débouchent directement à l'air libre.

7) Les 6 blocs portes de sorties de l'auditorium (ont 3JP) : il conviendra cependant de faire en sorte que la largeur de passage soit respectée (minimum 171cm avec les 5% de tolérance selon CO44). La largeur de passage a été mesurée à 170cm par endroit.

Légende :

Non-conforme

Modification à effectuer

#1 cf. numéro rouge sur les plans

#1 cf. numéro vert sur les plans

Lors d'une visite, il a été mis en évidence que la moquette noire dans les escaliers de l'extension plot F diminue la visibilité des marches. Le risque de chute est donc accru, aussi bien en fonctionnement normal que lors d'une évacuation ; il convient donc de supprimer ou remplacer celle-ci par une moquette plus visible.

2. Aménagements intérieurs, décoration et mobilier

Les éléments modifiés concernent :

- la structure des gradins en bois,
- la moquette sur gradin bois : réaction au feu M4 ou DFL-s2 (avec PV valide sur panneau bois),
- les sièges.

Plancher léger en superstructure (article AM 15) : réaction au feu M3 des gradins en bois.

Plancher léger surélevé (article AM 17) : sans objet car les gradins sont posés sur des gradins béton existants.

Les vides sous structure de gradins seront recoupés tous les 300 m² par des cloisonnements M1.

Les sièges devront respecter les dispositions :

- de l'article AM 18 :
 - sièges rembourrés conformes à l'instruction technique relative au comportement au feu des sièges rembourrés,
 - fixation selon article AM 18 §2,
 - 16 sièges maximum entre 2 circulations,
- de l'article L 28 §1 :
 - passage du gabarit de 0,35 x 1,2m x 0,2 m selon article L 28 §1-a,
 - respect article L 28 §1-b : sans objet.

Pour mémoire, lors de la visite, il n'avait pas été constaté d'aménagements intérieurs, de décoration ou de mobilier particuliers.

3. Désenfumage

Pour mémoire,

* Désenfumage naturel (naturel/naturel) relié au système de sécurité incendie :

- Bibliothèque,
- Plot A 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème},
- Plots B et D,
- Atrium espace Congrès,
- Auditorium espace Congrès,
- Hall d'entrée d'espace Congrès avec le WTC et l'hôtel Novotel.

* Désenfumage naturel par tirer/lâcher :

- Escaliers encloués plots A, C et E côté gare SNCF.

* Désenfumage naturel du parc de stationnement :

- 2 cheminées sont prévues pour l'évacuation aux niveaux -1 et +1, et les amenées d'air sont situées au niveau -2.

* Désenfumage mécanique (naturel/mécanique) :

- Hall canton entrée,
- Hall canton escalier principal,
- Hall canton devant bibliothèque,
- Plot C 1^{er} et 2^{ème} étage,
- Plot E 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} étage,
- Auditorium GEM.

Parc de stationnement :

Le désenfumage du parc de stationnement est naturel et permanent. Deux cheminées sont prévues pour l'évacuation aux niveaux -1 et +1, et les amenées d'air sont situées au niveau -2. Il n'y a pas de ventilation mécanique pour le renouvellement de l'air du parking.

4. Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire

Pour mémoire, le chauffage de l'établissement est assuré par le chauffage urbain. La sous-station est située à l'extrémité Sud du bâtiment et donne directement sur la rue Pierre Séward.

Le bâtiment est climatisé via un réseau d'eau glacée produite par 6 compresseurs frigorifiques. Des centrales d'air assurent la reprise et le soufflage de l'air traité dans les grands volumes. Les petits volumes (bureaux et salles de classe) sont traités par des appareils ventilo-convecteurs.

Aucun gaz n'est utilisé.

5. Installations gaz combustibles et hydrocarbures liquéfiés

Pour mémoire, l'établissement ne comporte pas de telles installations.

6. Installations électriques

Pour mémoire, un transformateur 20 kW (propriété de GEG) est situé dans le local TGBT. La distribution électrique se fait ensuite par l'intermédiaire de tableaux principaux et secondaires.

Un groupe électrogène permet l'alimentation secourue du désenfumage mécanique.

Lors de la visite, il a été mis en évidence que la présence physique d'une personne qualifiée n'est pas assurée pendant toute la durée d'ouverture au public de l'établissement conformément à l'article EL 18.

7. Éclairage de sécurité

Blocs autonomes d'éclairage de sécurité pour Grenoble École de Management et le parc de stationnement.

Blocs sur source centrale pour l'espace Congrès et l'auditorium de GEM.

8. Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants

Pour mémoire, l'établissement possède 6 ascenseurs dans la partie GEM et 4 dans la partie espace Congrès. Il y a 2 escaliers mécaniques dans la partie espace Congrès.

9. Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration

Pour mémoire, installation d'appareils de réchauffage. Le chef du service de sécurité a précisé au groupe de visite que la puissance de l'appareillage est inférieure à 20 kW et qu'il s'agit uniquement d'appareils électriques.

10. Moyens de secours contre l'incendie

a. Défense extérieure contre l'incendie

Pour mémoire, il existe 8 points d'eau qui concourent à la défense extérieure contre l'incendie de cet établissement dont 1 à moins de 60 mètres. Les caractéristiques de la dernière vérification transmises au SDIS, faisaient état des données suivantes :

N° point d'eau incendie	Date du Contrôle	Adresse	Débit en m ³ /h à 1 bar de pression dynamique
663	24/10/2024	Rue Pierre Séward	120
117	23/10/2024	Rue Pierre Séward	120
15	23/10/2024	Rue Pierre Séward	120
569	24/10/2024	Place Firmin Gauthier	120
806	24/10/2024	Rue de La Frise	120
14	24/10/2024	Rue de La Frise (rue Pierre Séward)	120
804	24/10/2024	Rue de La Frise	120

N° point d'eau incendie	Date du Contrôle	Adresse	Débit en m ³ /h à 1 bar de pression dynamique
807	24/10/2024	Rue de La Frise	120

Ces valeurs, issues de relevés ponctuels, ne sauraient engager la responsabilité du SDIS sur la pérennité des caractéristiques d'un réseau dont il n'assure pas la concession, ni l'entretien.

Nota : toute remarque concernant ces données doit être transmise à la commission de sécurité.

b. Robinets d'incendie armés (RIA)

Pour mémoire, 2 robinets d'incendie armés dans l'espace Congrès.

c. Colonnes sèches

Pour mémoire, 2 colonnes sèches (plot F escalier encloué et plot E côté rue Pierre Séward).

d. Installation d'extinction automatique ou à commande manuelle

Pour mémoire.

Une salle serveur informatique est équipée d'extinction automatique par gaz argon 55. La centrale gaz envoie l'information de détection au CMSI.

e. Appareils mobiles et moyens divers

Pour mémoire, présence d'extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques.

f. Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers

Cet établissement est répertorié par le groupement prévision du SDIS sous le numéro 200. Affichage de plans d'évacuation.

g. Service de sécurité incendie

Pour mémoire :

l'équipe de sécurité, dont les tâches sont exclusivement dédiées à la sécurité, est composée de 5 agents diplômés 4 SSIAP 3 et 1 SSIAP 2, dont un chef de service et un adjoint, tous les 2 diplômés SSIAP 3 (mis à jour le 30/10/2024).

Les 2 techniciens du centre de Congrès sont diplômés SSIAP 1.

De plus, du personnel, nommé correspondant d'étage, est également formé à la conduite à tenir en cas d'incendie et d'évacuation (formations et recyclage de 20 personnes par an environ).

Une personne de l'équipe au moins est présente pendant les heures d'ouverture au public. En cas de manifestation de types L et T au centre de Congrès, l'équipe sécurité est constituée de 3 agents et éventuellement un chargé de sécurité.

En cas d'alarme incendie, le report d'alarme restreinte est réceptionnée par le PC sécurité par un SSIAP 2. Il exploite ensuite les informations sur le SDI et les communique à l'agent SSIAP par portatif radio. L'agent effectue alors la levée de doute et, si nécessaire, le PC sécurité alerte les sapeurs-pompiers en utilisant la ligne dédiée.

En dehors des heures d'ouverture au public, la détection incendie est transmise à une société privée.

Pour la partie évacuation :

Une partie du personnel occupe la fonction de correspondant d'étage. En cas d'évacuation, chacun d'entre eux est chargé de guider le public vers les issues les plus proches et de vérifier ensuite que sa zone d'attribution est bien évacuée. Un registre tenu à l'accueil est visé pour chaque zone par un correspondant et permet de valider que la totalité du bâtiment est bien évacuée. Des reconnaissances complémentaires sont organisées si des zones ne sont pas visées.

Parc de stationnement :

La surveillance du parc de stationnement est assurée par l'exploitant à partir du poste de sécurité de GEM.

Le service de sécurité de GEM assure la veille permanente au poste de sécurité centralisé. L'alarme générale incendie est déclenché par DAI et DM sans temporisation sur cette zone d'alarme.

h. Système de sécurité incendie (SSI)

Pour mémoire : l'établissement est équipé d'un système de sécurité incendie de catégorie A et d'une alarme de type 1.

Il y a 3 zones d'alarme :

- GEM plots A à E + centre de Congrès (avec 5 minutes de temporisation),
- GEM plot F (avec 5 minutes de temporisation),
- le parc de stationnement (sans temporisation voir ci-dessous).

En cas de détection incendie, le cloisonnement de la zone d'alarme est activé et en particulier toutes les portes qui isolent l'atrium de GEM avec les autres locaux.

Il faut noter que les 2 auditoriums (Espace Congrès et GEM) disposent d'un système de coupure sonorisation, diffusion d'un message parlé (anglais/français) et remise en lumière en cas d'alarme générale.

Le dossier d'identité SSI est tenu à jour par l'exploitant.

Parc de stationnement :

Dispose des détecteurs d'incendie intégrés au SSI de l'école de management.

Installation d'une détection automatique dans les espaces de circulation des véhicules et dans les locaux techniques.

La détection automatique entraîne la fermeture simultanée des portes de recoupement.

La sensibilisation des détecteurs d'incendie entraîne le déclenchement de l'alarme restreinte au poste de sécurité, la mise en position de repos des dispositifs de compartimentage et le déclenchement de l'alarme générale sans temporisation.

Le parc de stationnement constitue une zone d'alarme.

Report de l'information au CMSI de GEM.

Le déclenchement de l'alarme générale entraîne la dé-condamnation des issues de secours verrouillées et l'affichage, à l'entrée des véhicules, de l'interdiction d'accès.

Le SSI est adapté pour gérer les nouvelles installations, et notamment l'alarme de type 1 installée dans le parc de stationnement.

Cas particulier du parc de stationnement

On notera en préambule que le niveau +1 est la propriété de la CCI. Ce niveau possède un accès pour véhicules particuliers.

Le niveau de référence est située à l'entrée principale rue de la frise, le PC sécurité est situé au RDC de GEM rue pierre Séward.

Les niveaux 0, -1 et -2 appartiennent à Grenoble École de Management.

Le nombre total de places est de 421 et elles se répartissent comme suit :

- Niveau 1 : 57,
- Niveau 0 : 56,
- Niveau -1 : 74,
- Niveau -2 : 234.

La surface totale du parc de stationnement est de 11 148 m² répartis comme suit :

La surface des niveaux est :

- Niveau 1 : 1 710 m² formant 1 seul canton,
- Niveau 0 : 1 710 m² formant 1 seul canton,
- Niveau -1 : 1 850 m² formant 2 cantons :
 - 1 canton de 656 m²,
 - 1 canton de 552 m²(1 partie d'un canton du R-2 est partagée avec le R-1).

- Niveau -2 : 5 878 m² formant 3 cantons :
 - 1 canton de 1 308 m²,
 - 1 canton de 2 440 m²,
 - 1 canton de 2 772 m² (partagé sur les niveaux -1 et -2).

Dégagements par escaliers de 2 unités de passage, mais porte d'accès d'une unité de passage. De ce fait, la largeur retenue est d'une unité de passage :

- Niveau 0 : 1 sortie directe sur la rue de la Frise et 2 escaliers de 1 unité de passage rejoignant une terrasse extérieure R+1 puis un escalier rejoignant la voie publique.
- Niveau -1 : 2 escaliers de 1 unité de passage rejoignant une terrasse extérieure R+1 puis un escalier rejoignant la voie publique.
- Niveau -2 : 4 escaliers de 1 unité de passage dont 1 rejoignant la rue de la Frise et 3 la rue Pierre Sépard et 2 escaliers rejoignant les terrasses extérieures au niveau 1.

Le public peut communiquer directement avec le bâtiment de Grenoble École de Management par l'intermédiaire de 2 sas situés aux niveaux 0 et -2.

Des extincteurs à poudre et des bacs à sable sont installés et répartis dans le parking.
Le parking n'est plus indépendant du système de sécurité incendie de l'établissement, les détecteurs du parking sont reliés au SSI de GEM.

i. Système d'alerte

Pour mémoire, l'établissement est équipé d'une ligne directe avec les sapeurs pompiers.

VI. ÉLÉMENTS PRODUITS PAR LE GROUPE DE VISITE

A. Synthèse des vérifications réglementaires et de l'entretien en exploitation

Le tableau ci-dessous a pour objet de renseigner la commission sur la qualité des vérifications réglementaires en exploitation des installations techniques, des entretiens, et sur les actions entreprises en matière de prévention.

Éléments contrôlés	Périodicités / Références réglementaires	Date	Nom du technicien compétent ou nom de l'organisme agréé	Observations
Registre de sécurité	R. 143-44			Tenir à jour
Portes automatiques	contrat annuel d'entretien et de vérification TC ou OA CO 48	15/07/2024 29/07/2024	ADBM SOCOTEC n° 975T0/24/2745 GEM 971P0/24/3757 ESPACE CONGRES	1 observation 1 observation
Installations de désenfumage et accessoires (toutes y compris les débits si DF mécanique)	1 an TC ou OA DF 10	14/08/2024	VINCI FACILITIES CRSS12024-1	Observations, limites de vérification absence de mesure de débits de désenfumage sur certaines zones
Triennale installations de désenfumage mécanique (associés à un SSI A ou B)	3 ans OA DF 10 § 3			A réaliser
Installations de chauffage, de froid, de ventilation, de conditionnement d'air, de production de vapeur ou d'eau chaude sanitaire	1 an TC ou OA CH 58	10/2024	VINCI FACILITIES	Sous station de chauffage urbain contrôle permanent sur l'échangeur un technicien est présent sur place tous les jours
Groupe électrogène	1 an TC ou OA EL 18 § 4 et EL 19	07/10/2024	BES KOHLER	Sans observation
Installations électriques (dont les protections contre la foudre)	1 an TC ou OA EL 19	05/01/2024 28/12/2023	SOCOTEC n° 971P0/24/044 (GEM) 971P0/23/6666 (espace CONGRES)	Observations et limites de vérification Observations et limites de vérification

Éléments contrôlés		Périodicités / Références réglementaires	Date	Nom du technicien compétent ou nom de l'organisme agréé	Observations
Éclairage de sécurité		1 an TC ou OA EC 15	08/2024	VINCI FACILITIES	Sans observation
Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants : contrat d'entretien		contrat annuel (R. 134-7) carnet entretien (R. 134-10) TC ou OA R. 143-34	28/08/2024	OTIS	Sans observation
Ascenseurs : vérification quinquennale		5 ans OA AS 9 et R. 134-11	28/08/2024	SOCOTEC n° 971P0/24/4221 (GEM) SOCOTEC n° 303FA/24/3181 (espace CONGRES)	GEM : Nombre d'équipement: 6 Nombre d'équipement avec observations : 4 Équipement non vérifié : 1 (ascenseur PLOT A hors service) A réaliser Nombre de mises à l'arrêt préconisées : 0 Espace CONGRES : Nombre d'équipement: 6 Nombre d'équipement avec observations : 0 Équipement non vérifié : 0 Nombre de mises à l'arrêt préconisées : 0
Escaliers mécaniques et trottoirs roulants Examen chaînes et crémaillères		1 an OA AS 10	27/08/2024	SOCOTEC n° 303FA/24/3180 (espace CONGRES)	Espace CONGRES : Nombre d'équipement: 2 Nombre d'équipement avec observations : 2 Équipement non vérifié : 0 Nombre de mises à l'arrêt préconisées : 0
Exercices d'instruction des personnels		à l'initiative de l'exploitant MS 51	11/07/2024	CPFI M. Saravolac Chef du service de sécurité	20 personnes formées (personnel permanent) en réalité virtuelle objectif équipe de première intervention Les agents SSIAP sont à jour du recyclage réglementaire Observation à recommander sur l'emploi SSIAP lors de manifestation exceptionnelle non permanent du groupement d'établissement
Exercices d'évacuation	type R sans hébergement	plusieurs fois / an dont 1 dans le mois qui suit la rentrée R 33	15/03/2024 15/10/2024		Sans observation
Continuité des communications radio- électriques (pour les établissements > à R-1 et s.sol > 100m²)		3 ans OA MS 71			A réaliser
Extincteurs		1 an TC ou OA MS 73	13/08/2024	DESAUTEL	Sans observation
RIA		1 an TC ou OA MS 73	13/08/2024	DESAUTEL	Sans observation
COLONNES SÈCHES		1 an TC ou OA MS 73			A réaliser
Installations d'extinction automatique à GAZ des 2 locaux serveurs		1 an TC ou OA MS 73	13/08/2024	VINCI FACILITIES CRIEAG2024-1	Observations
Système de sécurité incendie A	Contrôle	1 an TC ou OA MS 73	14/08/2024	VINCI FACILITIES CRSS12024-1	Observations, limites de vérification absence de mesure de débits de désenfumage sur certaines zones
	Contrat d'entretien	TC MS 68		VINCI FACILITIES	RAS

Éléments contrôlés	Périodicités / Références réglementaires	Date	Nom du technicien compétent ou nom de l'organisme agréé	Observations
Triennale Système de sécurité incendie A	3 ans OA MS 73			A réaliser
Portes résistantes au feu	1 an TC ou OA R. 143-34	14/08/2024	VINCI FACILITIES CRSS12024-1	Sans observation

B. Synthèse des essais d'installations

Les essais d'installations n'ont pas de caractère systématique. Ils permettent de constater le comportement des installations dans le contexte d'une action définie.

INSTALLATION ÉLECTRIQUE / ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ	
Action	Les conditions le jour de la visite n'ont pas permis de réaliser d'essai sur cet équipement.
Effets	
Observations	Cet essai est programmé après la fermeture au public au mois de décembre 2024 lors des vacances scolaires de fin d'année. A l'issue, le RUS transmettra au secrétariat de la SCDS un compte rendu.

SSI/ALARME	
Action	Sollicitation d'un détecteur automatique d'incendie dans la circulation du niveau 2 de l'exploitation WTC.
Effets	Fermeture partielle des portes de recoupement. Ouverture des volets de désenfumage naturel.
Observations	Réaliser les travaux/opérations de maintenance permettant d'assurer la fermeture complète des portes de recoupement (article R. 143-34). Pour mémoire, pour des raisons de fonctionnement l'alarme générale incendie n'a pas été testée.
ÉLECTRICITÉ	
Action	Dans la continuité de l'action précédente,
Effets	
Observations	Les conditions le jour de la visite n'ont pas permis de réaliser d'essai sur cet équipement.
SSI/ALARME	
Action	Dans la continuité de l'action précédente, activation d'un détecteur automatique d'incendie dans une circulation au niveau supérieur.
Effets	Compartimentage de la zone sinistrée. Pas de mise en œuvre du désenfumage dans la nouvelle zone sinistrée.
Observations	Réaliser les travaux/opérations de maintenance permettant d'assurer la fermeture complète des portes de recoupement (article R. 143-34).
DÉSENFUMAGE	
Action	Dans la continuité de l'action précédente, déclenchement de la zone de désenfumage du niveau bloqué par l'inter-verrouillage depuis le centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI).
Effets	Mise en œuvre du désenfumage dans la zone concernée.
Observations	Pas d'observation(s) particulière(s).

Action	Sollicitation d'un détecteur automatique d'incendie dans la circulation du niveau 1 de l'exploitation GEM.
Effets	Fermeture partielle des portes de recoupement. Ouverture des volets de désenfumage mécanique.
Observations	Réaliser les travaux/opérations de maintenance permettant d'assurer la fermeture complète des portes de recoupement (article R. 143-34). Pour mémoire, pour des raisons de fonctionnement l'alarme générale incendie n'a pas été testée.
ÉLECTRICITÉ	
Action	Dans la continuité de l'action précédente,
Effets	
Observations	Les conditions le jour de la visite n'ont pas permis de réaliser d'essai sur cet équipement.
SSI/ALARME	
Action	Dans la continuité de l'action précédente, activation d'un détecteur automatique d'incendie dans une circulation au niveau supérieur.

Effets	Compartimentage de la zone sinistrée. Pas de mise en œuvre du désenfumage dans la nouvelle zone sinistrée.
Observations	Réaliser les travaux/opérations de maintenance permettant d'assurer la fermeture complète des portes de recoupement (article R. 143-34).
DÉSENFUMAGE	
Action	Dans la continuité de l'action précédente, déclenchement de la zone de désenfumage du niveau bloqué par l'inter-verrouillage depuis le centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI).
Effets	Mise en œuvre du désenfumage dans la zone concernée.
Observations	Pas d'observation(s) particulière(s).

OUVERTURE MANUELLE PORTES D'ISSUES DE SECOURS	
Action	Ouverture manuelle de portes d'issues de secours.
Effets	Ouverture des portes sans résistance.
Observations	Les essais ont été réalisés par sondage. L'essai de l'ouverture de l'ensemble des issues de secours n'est pas exhaustif.

SYSTÈME D'ALERTE	
Action	Appel des services de secours par ligne dédiée reconnue.
Effets	Appel reçu au Centre de Traitement de l'Alerte. Appelant non identifié.
Observations	Permettre l'identification de la ligne téléphonique dédiée à l'alerte des secours (article MS 70).

C. Analyse du risque le jour de la visite et proposition d'avis du groupe de visite

Sur la base des différents constats dressés par les membres du groupe de visite, l'examen combiné des risques d'éclosion d'un sinistre, des facteurs de propagation de l'incendie et des fumées dans l'établissement et en direction des tiers, ainsi que les moyens favorisant la protection des personnes, met en évidence un état de sécurité satisfaisant pour le public accueilli dans cet établissement.

En conséquence, le groupe de visite a proposé à **l'unanimité** un **avis favorable** à la poursuite de son fonctionnement.

VII. RÉGLEMENTATION APPLICABLE

- Articles R. 143-1 à R. 143-47 du code de la construction et de l'habitation.
- Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité.
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté ministériel du 4 juin 1982 modifié, relatif au type R.
- Arrêté ministériel du 9 mai 2006 modifié, relatif au type PS.
- Arrêté ministériel du 21 juin 1982 modifié, relatif au type N.
- Arrêté ministériel du 5 février 2007 modifié, relatif au type L.
- Arrêté ministériel du 7 juillet 1983 modifié, relatif au type P.
- Arrêté ministériel du 18 novembre 1987 modifié, relatif au type T.

VIII. PROPOSITIONS DE PRESCRIPTIONS

A. Propositions de prescriptions émises lors des précédentes visites et non prises en compte

Faire contrôler par un organisme agréé (rapport de vérification sur mise en demeure) les conditions d'isollements des deux locaux "data center" qui s'ouvre sur la circulation ainsi que le respect des exigences imposées par la norme pour l'installation d'extinction automatique à gaz. Fournir au secrétariat de la SCDS un rapport de vérification réglementaire conformément à l'article GE 8 §3.

B. Propositions de prescriptions émises lors de la présente visite

- 1) Tenir à jour le registre de sécurité (article R. 143-44).
- 2) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations figurant au dernier rapport de vérifications réglementaires en exploitation relatif aux **portes automatiques** (article R. 143-34).
- 3) Réaliser les travaux/opérations de maintenance permettant d'assurer la fermeture complète des **portes de recouplement** (article R. 143-34).
- 4) Supprimer les saillies et/ou dépôts qui rétrécissent la largeur des dégagements (article CO 37).
- 5) S'assurer que l'ensemble des portes résistantes au feu soient dépourvues de calage de maintien en position ouverte (article R. 143-6).
- 6) Réaliser les travaux/opérations de maintenance permettant de rétablir le bon fonctionnement de l'installation d'**éclairage de sécurité** (cage d'escalier issue de secours auditorium) - (article R. 143-34).
- 7) Assurer/parfaire l'isolement du volume "WTC" – Entre Mont blanc et auditorium n° 2. L'enveloppe (murs et planchers) doit être coupe-feu de degré 1 heure ; le dispositif de communication coupe-feu de degré ½ heure et équipé d'un ferme-porte (article CO 28).
- 8) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations et limites de vérification figurant au dernier rapport de vérifications réglementaires en exploitation relatif aux installations de **désenfumage** (article R. 143-34).
- 9) Faire réaliser annuellement, par un technicien compétent, ou un organisme agréé, les mesures de pression, de débit et de vitesse, du désenfumage mécanique (article DF 10).
- 10) Faire vérifier les installations de **désenfumage mécanique** par un organisme agréé dans le cadre du contrôle triennal obligatoire. A l'issue, réaliser les travaux permettant de lever les observations éventuelles émises par le contrôleur (articles DF 10 §3 et R. 143-34).
- 11) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations et limites de vérification figurant au dernier rapport de vérifications réglementaires en exploitation relatif aux **installations électriques** (article EL 18).
- 12) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations figurant au rapport de vérifications quinquennales relatif aux installations d'**ascenseurs** (article R. 143-34).
- 13) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations figurant au dernier rapport de vérifications réglementaires en exploitation relatif aux **escaliers mécaniques et trottoirs roulants** (article R. 143-34).
- 14) Faire vérifier la continuité des moyens de **communication radioélectriques** par un organisme agréé dans le cadre du contrôle triennal obligatoire. A l'issue, réaliser les travaux permettant de lever les observations éventuelles émises par le contrôleur (articles MS 71 et R. 143-34).
- 15) Faire vérifier les **colonnes sèches** par un technicien compétent ou un organisme agréé. A l'issue, réaliser les travaux permettant de lever les observations éventuelles émises par le contrôleur (articles MS 73 et R. 143-34).
- 16) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations figurant au dernier rapport de vérifications réglementaires en exploitation relatif aux installations d'**extinction automatique à gaz** (article R. 143-34).

- 17) Entreprendre les actions visant à remédier aux observations et limites de vérification figurant au dernier rapport de vérifications réglementaires en exploitation relatif au **système de sécurité incendie** (article R. 143-34).
- 18) Faire vérifier le **système de sécurité incendie** par un organisme agréé dans le cadre du contrôle triennal obligatoire. A l'issue, réaliser les travaux permettant de lever les observations éventuelles émises par le contrôleur (articles MS 73 et R. 143-34).
- 19) Permettre **l'identification de la ligne téléphonique dédiée** à l'alerte des secours (article MS 70).

IX. RECOMMANDATIONS

Pour permettre l'élévation du niveau de sécurité du public accueilli dans cet établissement et répondre à un objectif de sauvegarde des intérêts de l'exploitant l'application des mesures énoncées ci-dessous est recommandée :

- Mettre à jour le plan d'établissement répertorié "ETARE" n° 200, sa dernière mise à jour date de 2014. Pour cela, prendre contact avec le groupement prévision du SDIS 38 à l'adresse suivante : gprs.sec@sdis38.fr (article MS 42 §2).

Le directeur départemental,

Pour le directeur départemental
Le chef du groupement prévention

Lieutenant-colonel Philippe SPINOSI

ANNEXE RELATIVE À L'HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

Séance du 01/07/2004 (affaire n° 8), sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la délivrance du permis de construire n° 185041079 à une demande d'avis et à une demande de dérogation.

Ce projet concernait la construction d'un amphithéâtre surplombé d'un immeuble de bureaux (bâtiment R + 9 - 1). Les quatre derniers niveaux étaient constitués de plateaux libres. Cette tour se positionne entre l'école supérieure de commerce de Grenoble et l'immeuble d'habitation "les Studines" dont elle est réglementairement isolée. Elle n'est pas isolée de l'école de commerce au titre de l'article CO 8 du règlement de sécurité.

Il s'agit donc d'une extension de l'école supérieure de commerce. Cette tour constitue une zone d'alarme au titre de l'article MS 55 de l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 ; cet immeuble est accessible aux secours sur la façade côté immeuble "les Studines". La voie échelle a fait l'objet d'une demande d'atténuation au règlement de sécurité.

Par ailleurs, la façade existante de l'école de commerce qui devient inaccessible est équipée à chaque niveau de passerelles accessibles aux secours.

Séance du 28/12/2006 (affaire n° 26), sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable au fonctionnement de l'établissement.

Séance du 03/05/2007 (affaire n° 10), sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la délivrance de l'autorisation de réalisation des travaux liée à la DT n° 185079081. Cette déclaration de travaux exemptés de permis de construire s'inscrit dans le cadre du permis de construire n° 185041079. Son programme intéressait l'aménagement des 4 niveaux (+ 6, + 7, + 8 et + 9) non affectés et non occupés. Il ne modifiait en rien l'architecture extérieure du projet initial.

Séance du 29/11/2007 (affaire n° 8), sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à l'autorisation de travaux n° 185070105. Celle-ci permettait de régulariser des modifications mineures. Les modifications ne concernaient ni la structure du bâtiment, ni les façades et n'augmentaient pas l'effectif susceptible de fréquenter l'établissement.

Séance du 06/03/2008 (affaire n° 61), sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la réception des travaux suivants :

- permis de construire n° 185041079,
- déclaration de travaux n° 185079081,
- autorisation de travaux n° 185070105.

Séance du 02/10/2008 (affaire n° 28), sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à l'autorisation de travaux n° 185080051 concernant le réaménagement partiel du niveau 2 des plots C et E avec création respective de 4 et 3 salles de classes en lieu et places de bureaux. Il n'y a ni création, ni suppression de surface.

Lors de cette même séance, la commission donne un avis favorable à la demande de dérogation suivante :

OBJET : en application des articles R 123-13 et GN 4, une dérogation, relative aux articles DF 6 et R 19 et concernant le désenfumage des circulations horizontales secondaires des plots C et E du niveau 2, est sollicitée. Il est demandé que ces circulations ne soient pas désenfumées alors que la réglementation l'impose.

Nota : une demande de dérogation semblable a été accordée en 2002 pour la zone "association" du niveau 1.

MOTIFS : pour des raisons d'exploitation, le maître d'ouvrage souhaite séparer les flux des élèves (circulations principales) du flux du personnel (circulations secondaires).

Pour des raisons techniques, le rajout d'une installation spécifique de désenfumage est très difficile à envisager.

MESURES COMPENSATOIRES PREVUES PAR LE DEMANDEUR : des détecteurs automatiques d'incendie seront installés dans ces circulations et reliés au système de sécurité incendie de catégorie A existant.

ELEMENTS FAVORABLES :

- la porte du local le plus éloigné est à moins de 10 mètres de l'accès à la circulation principale (désenfumée) ;
- les circulations secondaires sont recoupées par rapport aux circulations principales par des portes pare-flammes de degré ½ heure et munies d'une détection incendie comme indiqué ci-dessus ;
- les locaux desservis par des circulations secondaires seront utilisés par du personnel avec éventuellement du public accompagné dans le cadre d'une consultation/entretien ;
- les locaux desservis par ces circulations secondaires sont munis d'ouvrants en façade.

Séance du 18/02/2010 (affaire n° 22), sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à l'autorisation de travaux n° 185090112 concernant la modification de la disposition de bureaux au niveau 1 du plot B. Cette autorisation porte sur le réaménagement partiel du plot B avec création de bureaux séparés et d'une salle de réunion.

Séance du 25/11/2010 (affaire n° 16), sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à l'autorisation d'ouverture de l'établissement (réception de travaux n° 185080051). Cet avis fait suite à une régularisation administrative de la visite de l'établissement par un groupe de visite le 20/11/2008.

Séance du 06/01/2011 (affaire n° 11), sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à l'autorisation d'ouverture dans une nouvelle configuration.

Séance du 18/02/2010 (affaire n° 22), sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la délivrance de l'autorisation de travaux n° 185090112 concernant la modification de la disposition de bureaux au niveau 1 du plot B.

Séance du 01/09/2011 (affaire n° 10), sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la délivrance de l'autorisation de travaux n° 185110077 concernant le réaménagement de la cuisine de l'espace Congrès du WTC.

Séance du 29/03/2012 (affaire n° 21), sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la nomination de M. Loïck Roche en qualité de directeur unique de sécurité.

Séance du 02/11/2012, sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la poursuite de l'activité.

Séance du 20/06/2013, sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable au permis de construire n° 185131016 relatif au réaménagement de GEM.

Le 25/09/2014 la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public a émis un avis favorable à l'autorisation de travaux n° 185140096.

Séance du 17/12/2015 (affaire n° 20), sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la poursuite du fonctionnement de l'établissement.

La conformité des travaux liés au permis de construire n° 185131016 et à l'autorisation de travaux n° 185140096 est arrêtée sans observation particulière.

Séance du 10/01/2019, sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la poursuite du fonctionnement (visite du 22/11/2018).

Séance du 05/09/2019, sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la délivrance de l'autorisation de travaux n° 1851900104 concernant le réaménagement de l'amphithéâtre Espace Congrès.

Séance du 06/01/2022, sous-commission départementale de sécurité.

Avis favorable à la poursuite du fonctionnement (visite du 08/10/2021).

La conformité des travaux liés à l'AT n° 1851900104 est arrêtée sans observation particulière.